

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 20 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT BOCHER (Houches)

4 RUE ARISTIDE BERGES
B.P. 33
Les trois Vallons
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : [20231201-RAP-InspectionBocherNord-vs](#)
Code AIOT : 0006101813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement GRANULATS VICAT BOCHER (Houches) implanté BOCHER SUD-NORD 74310 Les Houches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT BOCHER (Houches)
- BOCHER SUD-NORD 74310 Les Houches
- Code AIOT : 0006101813

La société Granulats Vicats est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2009 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 août 2013 à exploiter une carrière de roche massive sur la commune des Houches au lieu-dit Bocher Nord.

Le gisement a été estimé à 1 337 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 60 000 tonnes/an en moyenne et 90 000 t/an au maximum. Le remblayage est autorisé à hauteur de 50 000 t/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
1	Front d'abattage.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 7.4	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 7.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande de prolongation faite par l'exploitant doit être complétée ainsi que l'étude géotechnique.

L'inspection rappelle que l'arrêté d'autorisation sera échu au 24/04/2024. A cette date, l'extraction ne sera plus autorisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Front d'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'abattage.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser par le bureau d'étude Géolithe une étude géotechnique des fronts d'exploitation.</p> <p>L'étude géotechnique garantit la stabilité sur le long terme du front avec une pente intégratrice du massif de 46°. Les plans transmis n'indiquent pas les pentes des fronts et la pente intégratrice sur les différents fronts existants.</p> <p>L'exploitant devra transmettre des plans de coupe pour montrer la pente intégratrice du massif, la hauteur des fronts et leurs pentes, afin de vérifier si la géométrie des fronts actuels correspondent à ce qui est étudié dans l'étude géotechnique.</p> <p>Une étude trajectographique qui s'appuie sur le diagnostic des masses potentiellement instables, a été réalisée au droit de la déchetterie. Cette zone ne concerne pas le périmètre d'exploitation de la carrière. L'exploitant s'est engagé à informer le gestionnaire de la déchetterie des conclusions de cette étude.</p> <p>L'exploitant devra compléter l'étude trajectographique au niveau de la carrière en exploitation ou amener des justifications complémentaires en particulier pour les compartiments C10 et C11 sur la non atteinte des blocs à l'extérieur de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Sécurité du public.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public.
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : La seule zone accessible de la carrière, en dehors du chemin d'accès qui dispose d'une barrière, est la limite avec la déchetterie pour laquelle un fil avec un panneau permet de matérialiser la clôture complétée par un merlon, limitant l'accès. Ce fil avait été endommagé lors du déneigement de la voie d'accès à la déchetterie. L'exploitant s'est engagé à le remettre en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : La première phase d'exploitation concernera la partie haute de la carrière, l'éperon central mis à jour sera laissé pour partie en place pour contribuer à améliorer l'aspect visuel de la carrière. En deuxième phase, l'extraction des dépôts meubles et de la roche massive sous-jacente se poursuivra jusqu'au niveau 957. La troisième période concernera essentiellement la partie nord-ouest de la carrière par arasement de la falaise jusqu'au niveau du carreau final à 925 m. La pente générale du front de carrière sera en moyenne égale ou inférieure à 45°.
Constats : La côte de la piste d'après le plan de juin 2023 était de 962 m NGF, à l'ouest de la carrière. L'exploitation depuis 2009 s'est faite à un rythme inférieur à celui prévu, et la deuxième phase n'est donc toujours pas terminée. L'exploitant a déposé une demande de prolongation de deux ans pour poursuivre l'exploitation dans l'attente d'un dossier de renouvellement. Sa demande devra être complétée en décrivant la situation de l'exploitation au bout des deux années supplémentaires d'exploitation et l'avancement de la remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2009, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au

moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état.

Constats :

L'exploitant a transmis lors de l'inspection un plan du 8 juin 2023 comprenant les éléments demandés. Tous les items étaient présents.

Type de suites proposées : Sans suite